

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, selon nos calculs, le déficit aurait dû atteindre 18 milliards de dollars en 1984-1985. Nous avons pris des mesures pour que ce chiffre soit ramené à neuf milliards en 1983-1984, la moitié par rapport au chiffre prévu par le gouvernement libéral qui nous avait précédés. Nous prévoyions de réduire de moitié les besoins en liquidités, afin de ramener le chiffre de 9.9 milliards à 4.8 milliards en 1983-1984. Il était prévu aussi de maintenir la progression des dépenses publiques au rythme de l'inflation à l'échelle nationale.

Nous avons pris des mesures pour resserrer le contrôle des dépenses et améliorer l'imputabilité financière, en établissant par exemple le système des enveloppes, des mesures pour atténuer les problèmes de surclassification dans la Fonction publique. Nous avons imposé de sévères sanctions financières aux ministères dont les projets d'immobilisations dépassaient les coûts prévus et avons appliqué plusieurs des recommandations de la Commission Lambert. Nous avons vraiment réduit les dépenses dans plusieurs domaines. Le gouvernement dont j'ai eu le privilège de faire partie a assumé sérieusement sa responsabilité de gestion de l'argent des contribuables et a vraiment pris en main les affaires de notre pays. Depuis, avec le retour au pouvoir de ce gouvernement, nous rentrons dans les sentiers battus caractérisés par la détermination aveugle à accroître les dépenses sans se préoccuper des déficits ni de l'efficacité des opérations et de la gestion.

Je sais que cela angoisse et chagrine quelque peu le député d'Ottawa-Centre, et il a raison de s'inquiéter. Je suis convaincu qu'en son for intérieur, il comprend les difficultés que crée le gouvernement. Comme il représente une circonscription du centre de la capitale, il comprend parfaitement. Et ayant été fonctionnaire, il connaît parfaitement les répercussions de cette politique et l'avenir qu'elle nous prépare.

Nous discutons présentement d'un bill portant autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars. Le gouvernement nous demande notamment de lui ménager une caisse d'urgence de 3 milliards, une sorte de caisse noire si vous voulez, dans laquelle il pourra puiser s'il constate que certaines de ses mesures ne produisent pas les résultats escomptés. C'est là un des problèmes fondamentaux que présente le bill à l'étude. A en juger par ses antécédents, ce n'est pas en accordant au gouvernement une caisse noire de 3 milliards qu'on réussira à le rendre plus soucieux de son efficacité et des répercussions de ses programmes de dépenses, et c'est bien là ce qui préoccupe fort quiconque prend au sérieux le régime de gouvernement responsable au Canada. Nous nous trouvons dans une situation où le contribuable doit payer encore et toujours et où la dette du pays devient énorme.

● (2140)

Tous les députés ont reçu des lettres de leurs commettants au sujet du fardeau fiscal accru que doivent supporter les simples citoyens, les salariés, les Canadiens à revenus faibles ou moyens qui tentent de travailler et de contribuer à la productivité du pays. Ils constatent que les impôts que prélève le gouvernement fédéral sont accablants. Ils n'entrevoient

Pouvoir d'emprunt

aucun secours, ce qui les porte à se décourager et à se demander vraiment où va le pays. Ils se demandent quels sont les avantages d'une profession, d'un emploi ou d'une petite entreprise. Ils se demandent pourquoi ils doivent travailler. Étant donné le taux actuel de l'imposition, ils croient parfois qu'ils feraient mieux de vivre des prestations d'assurance-chômage. C'est ainsi que s'expriment certains de nos commettants. Nos vis-à-vis savent qu'ils reçoivent des lettres de ce genre. J'en reçois moi-même. Je reçois des lettres dans lesquelles on s'inquiète du fardeau des impôts.

Le budget qu'a présenté le ministre des Finances (M. MacEachen) prévoit des dépenses qui atteindront les 66.6 milliards l'an prochain. Il prévoit un déficit de 13.7 milliards de dollars. La dette nationale brute s'est élevée à 107 milliards l'an dernier et je présume qu'elle dépassera 120 milliards en avril prochain.

Je le répète, l'intérêt est extrêmement lourd pour notre économie et coûtera 12.3 milliards aux contribuables canadiens, l'année prochaine.

Les gens qui suivent ce débat sont certainement sidérés par ces chiffres astronomiques. Ce doit être très difficile à comprendre pour le citoyen moyen. Mon collègue, le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), nous a signalé, dans un excellent discours au sujet de la motion de clôture, que le Canadien moyen avait du mal à comprendre ce que représentent les sommes dont nous parlons. Je voudrais seulement vous donner quelques exemples de ce que comprend le programme de dépenses du gouvernement et de ce que cela coûte aux contribuables. Si l'on prend la peine d'expliquer ces chiffres en termes très simples, ils commencent à prendre du sens et les gens peuvent alors comprendre en quoi consiste l'activité du gouvernement. Au lieu de nous chanter: «Je t'aimes de mille et une façons», le gouvernement fédéral nous chante: «Je te roule de mille et une façons». Je tiens simplement à placer les choses dans leur contexte, car j'ai quelques exemples à donner qui peuvent intéresser les ministériels d'en face.

Au cours de la prochaine année financière, le gouvernement va dépenser \$7,600 par contribuable. Le premier ministre actuel a suivi le débat avec un sourire sarcastique aux lèvres. Quand il a pris le pouvoir, les dépenses gouvernementales s'élevaient à \$1,692 par contribuable au lieu de \$7,600. Voilà ce que représente, par contribuable, l'augmentation des dépenses gouvernementales.

L'année prochaine, ces dépenses s'élèveront à \$2,730 par habitant. Elles n'étaient que de \$549 quand le premier ministre a pris le pouvoir.

Les dépenses gouvernementales ont donc quintuplé depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre et décuplé depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) a fait allusion à l'achat de voitures en parlant de l'ensemble des débours du gouvernement. Je voudrais à mon tour parler de l'achat de maisons. L'ensemble du budget du gouvernement suffirait à acheter une maison neuve de \$75,000 à chacun des chefs de ménage en Colombie-Britannique.